(NL onderr de lijn)

# Quel cadre légal pour une société accessible ? Retour d’expérience des acteurs français Parlement bruxellois 25/04/2023 – CAWAB

## Introduction : Mathieu Angelo

* La question de l’accessibilité des bâtiments revêt un caractère essentiel pour nous
* L’exemple français de la « Loi de 2005 » est souvent présentée en exemple.
* En Région bruxelloise et en Région wallonne, cet exemple donne de l’inspiration à l’associatif.
* Le Parlement bruxellois a adopté, 9 novembre 2022, une résolution sur la mise en accessibilité des bâtiments accessibles au public pour 2033 au plus tard[[1]](#footnote-1) : exigence d’un agenda, d’une programmation et de sanctions.
* En Région wallonne (RW), un cadastre de l’accessibilité des bâtiments publics est en cours
* Il était immortant de faire le point sur la mise en œuvre de la Loi de 200( en France d’où l’organisation de cette rencontre avec
* Carole Guéchi, Déléguée ministérielle française à l’accessibilité,
* Nicolas Mérille, APF France handicap
* Thierry Jammes, Fédération des Aveugles de France

## Carole Guéchi, Déléguée ministérielle française à l’accessibilité

* Sa fonction dépend du Ministère de la transition écologique, avec 6 ministre de tutelle, vu qu’il s’agit d’une thématique transversale
* Le cadre d’action recouvre à la fois le cadre bâti et la chaîne de transport : où je vis, comment je me déplace, où je travaille, où j’ai mes loisirs
* Gros PPT, sera transmis…
* En France, il y a 12 millions de personnes en situation de handicap et encore, ce chiffre ne reprend pas les maladies invalidantes et les situations de handicap liées à l’âge
* 80% des handicap sont invisibles. Les situations de handicap les plus courantes sont la surdité et non voyance
* 25% des personnes en situation de handicap ont un niveau d’étude égal ou supérieur au BAC. La grande majorité des personnes en situation de handicap souhaitent travailler dans le circuit ordinaire du travail.
* Le taux de chômage des personnes en situation de handicap est de 13% alors qu’il est de 7% pour la population générale, mais le taux de chômage des personnes en situation de handicap est en baisse
* Un système de cartes qualifie la qualité de situation de handicap :
* La carte « priorité » = 1,3 millions de titulaires donne des priorités permettant de ne pas faire la file. Elle est attribuée sur base de critères médicaux
* La carte d’invalidité est attribuée aux personnes présentant un handicap de + de 80%
* La carte de stationnement = 1,8 millions de titulaires
* Ces cartes sont cumulables
* Attention, la carte européenne de stationnement est aussi reconnue en France, mais elle n’est pas appréciée car elle est trop fraudée. Elle n’est pas beaucoup utilisée en France
* Un gros problème est que la France définit le Handicap, mais pas la mobilité réduite
* La notion de personne à mobilité réduite (PMR) est plus floue que celle de personne en situation de handicap
* Elle n’existe qu’en droit international et européen, mais elle correspond mieux à la situation actuelle de notre société
* La promesse est que l’« on pourra vieillir chez soi » , mais cela implique que l’on puisse se déplacer
* De 1975 à 2005 : 30 premières années, construction d’un corps de texte réglementaire volumineux. Apparition de différents principes dont celui d’accessibilité. A partir de 1991, définition des besoins en matière de logement,… donc définition de solutions
* La Loi de 2005 est basée sur les notions de non discrimination et d’accessibilité. Elle donnait 10 ans pour rendre l’espace accessible au public, aux citoyens.
* Il y avait une volonté dynamique, mais cela s’est érodé. C’est le problème du « temps long ».
* En 2015, le constat douloureux était que l’on n’avait pas été au rendez-vous
* Au niveau de la législation, il y a multiplication des codes : ceux-ci portent sur l’accessibilité physique, numérique… On essaye de mettre l’accent sur l’accessibilité dans chaque nouvelle loi
* Pour le bâti, il faut faire la distinction entre neuf et existant
* Le bâti neuf : doit être accessible. Le code de l’habitation et de la construction ne permet aucune dérogation
* Le bâti existant : la mise en accessibilité du patrimoine doit être étalée dans le temps, donc il y a des dérogations possibles, ce à quoi a été ajoutée la notion solutions d’effet équivalent.
* Il y a +/- 1.8 million d’établissements recevant du public en France
* Les possibilités dérogatoires sont l’impossibilité technique, la disproportion manifeste (coût des travaux par rapport à l’usage qui en est fait), la préservation architecturale (historique, archéologique…), la copropriété (si un copropriétaires refuse, la mise en conformité est impossible)
* Les bâtiments de 1ère catégories sont ceux qui reçoivent le plus de public : gares, musées
* Les bâtiments de 5ème catégorie sont ceux qui reçoivent peu de visiteurs : les petits commerces où l’exigence d’accessibilité peut se limiter à la salle principale
* Ont été introduites des « mesures de substitution », par exemple, mettre en accessibilité les 3000 gares demande des investissements énormes. Pour les gares non-accessibles, le gestionnaire d’infrastructure doit proposer une solution de substitution (taxi, autre gare…)
* A partir de 2015, nous avons travaillé avec un « Agenda d'accessibilité programmée »
* Cela a permis de relancer la dynamique
* Il s’agit d’un outil de programmation. On a reconnu que le rendez-vous n’était pas atteint, donc on a redonné du temps aux acteurs, les Etablissements recevant du public (ERP) et les transports
* Pour les petits ERP, le délai de mise en conformité a été fixé à 3 ans
* Pour les très gros patrimoines, il a été fixé à 9 ans (grosses gares)
* En contrepartie, le propriétaire était préservé des amendes prévues par la loi de 2005
* Résultat :
* Passage de 3000 à 300.000 gros ERP accessibles entre 2015 et 2023
* Pour les ERP des collectivités, 80% ont signé une convention d’accessibilité programmée
* Au niveau des transports, une priorisation a été établie au niveau des 3000 gares SNCF, en tenant compte des critères de flux et de maillage. Il y a 730 gares classées prioritaires. 70% ont été mises en accessibilité, au niveau des bâtiments, mais aussi des quais ce qui impliquait beaucoup de travaux de génie civile : il a fallu passer d’une hauteur de quai de 55cm à 75 cm ce qui est la norme européenne.
* La question est « Faut-il relancer des dispositifs légaux calibrés ou les laisse-t-on avancer seuls ? » La réponse a été de laisser les gestionnaires avancer sur du cadre légal existant. On contrôlera le respect des engagement, mais on laisse à chaque acteur le soin de demander une aide et d’assumer ses responsabilités.
* Il est important que les gestionnaires comprennent que plus d’accessibilité signifie plus de consommateurs, donc plus de chiffre d’affaire.

## Thierry Jammes, Fédération des Aveugles de France

* La Fédération des aveugles de France défend l’accessibilité universelle.
* La Loi de 2005
* Se veut généreuse
* Se veut Inclusive elle s’adresse à tous les handicaps : on vit ensemble, chacun doit avoir les mêmes opportunités. Les PMR ne se limitent pas aux personnes en fauteuil roulant.
* S’adresse, en fait à toutes les personnes fragiles
* Mais dans les faits, il y a déséquilibre entre les situations de handicap :
* Au niveau des chaises roulantes, les choses vont jusque dans le détail : les aires de rotation sont encadrées au millimètre près.
* Assez bien d’aspects sont pris en compte pour les personnes aveugles et mal-voyantes.
* Très peu est fait pour les personnes en situation de surdité et de handicap mental…
* Aujourd’hui, le grand public a la conscience des besoins en accessibilité, mais ce n’est pas encore un réflexe. Il faudra encore du temps.
* Les zones de rencontre et zones de partage sont les lieux où se posent le plus de problèmes. Il faut compenser par des éléments tactilo-visuels. Sans cela on exclu une partie de la population.
* Une chaîne, ce sont des maillons. Ils doivent impérativement se coordonner. Il est donc important d’avoir un coordinateur général de l’accessibilité
* Les personnes sourdes et malentendantes ne sont généralement pas bien représentées car les réunions ne sont pas suffisamment accessibles. Cela se retrouve dans les textes réglementaires : l’acoustique se limite, au mieux, à la salle de réunion. Les escaliers sont une chambre d’écho… Il faudrait retravailler cette thématique.
* Quand on installe du matériel, il faut l’entretenir et le contrôler et, si nécessaire, sanctionner
* Le numérique est essentiel pour l’avenir. Il faudra en tenir compte en termes d’accessibilité.

## Nicolas Merille, conseiller APF France handicap

* Organisation de 20.000 adhérents, Lui-même est salarié. Il représente APF France handicap pour le plaidoyer
* APF France handicap porte un regard critique sur l’application de la loi de 2005
* C’est une organisation « A-politique » et « a-parti »
* La Loi de 1975 était morte née. Il ya eu un seul texte global qui n’a pas donné de résultats
* En 2002, Jacques Chirac avait 3 priorités dont le handicap. Il était père d’un enfant en situation de handicap
* 2005-2015 publication de plein de textes réglementaires ; Il y a eu beaucoup d’espoirs…
* En 2007, arrive Sarkozy, qui remet en cause à 4 reprises le contenu de la loi en introduisant des dérogations
* En 2015, le résultat devait être que les bâtiments et les transports devaient être accessibles. Entre 2007 et 2015, on a interpellé systématiquement, La réponse était systématiquement « ne vous inquiétez pas »
* En 2012, François Hollande met de l’argent pour accompagner la législation, mais il était trop tard et il a donc fallu nouveau cadre
* Au total la France a pris 48 ans de retard. La loi de 2005 est une grande loi complètement inappliquée
* Pour le bâti neuf, ça va
* Pour le bâti existant, presque rien n’a été fait.
* Depuis 2005, on a perdu le droit au transport : à l’initial : 100% devait être accessible, lors de la dernière réforme, seulement 35% des points d’arrêt le sont. Une discrimination a été légalisée. En 2018, Macron dit : « priorité au Handicap ». Quelques mois après, il fait passer l’exigence de 100% à 20% pour l’existant. C’est catastrophique.
* UNCRPD : en octobre 2018, la Commissaire ONU mène une visite en France et publie un rapport au vitriol sur l’accessibilité. Suite à cela, 4 associations saisissent le Conseil de l’EU. Résultat, une condamnation à l’unanimité il y a un mois…
* Pourquoi ce constat sombre ?
* Absence de volonté politique nationale et locale
* Absence de mesures répressives
* Aucun ministre en 18 ans n’a communiqué négativement sur la mise en œuvre de la loi. Dans le même temps on est passé de 10.000 à 3.000 morts sur les routes. Quand on a une politique volontariste, on obtiens des résultats
* Absence de formation, quel que soit le secteur d’activité, pas seulement architectes. Il y a 118 formations initiales qui devraient comporter un module de formation en accessibilité. Ils n’existent pas.
* Absence d’action de l’état. Pour l’état, les personnes en situation de handicap restent les personnes en chaise roulante, soit 1% de la population. Dans 10 ans, un quart de la population aura plus de 65ans. Il y a chaque année 700.000 femmes en ceinte. Les voyageurs avec bagage sont 85millions par an. Les déménageurs, les livreurs gagneront beaucoup si le bâti est accessible… C’est beaucoup plus que le 1% de personnes en chaise roulante !
* Maintien d’une vision très médicale du handicap : la Commissaire aux droits de l’homme a souligné : « En France, les PSH sont perçues comme des objets de droit et pas comme des sujets de droit »
* Blocage culturel : les personnes en situation de handicap sont considérées comme des cas sociaux
* Depuis 6-8 ans, on reconnait de + en + de spécificités individuelles : exemple les végan arrivent à se faire entendre, PSH pas
* La conférence nationale sur le handicap a lieu tous les 3 ans. C’est un enjeu d’information, un enjeu sur l’accessibilité numérique.
* Seulement 20% des démarches administratives sont accessibles : la langues des signes, le FALC… font totalement défaut

## Question – réponses

Quelles sanctions ?

* Thierry Jammes : Elles peuvent aller jusqu’à 225.000€ pour une collectivité. Mais déposer plainte est très lourd. C’est pour cela qu’on militait pour des sanctions automatiques.
* Nicolas Merille : On a écrit à tous les préfets : 1/3 n’a pas répondu « ce n’ est pas le moment d’embêter les commerçants » = ce n’est jamais le bon moment
* Carole Guéchi : Il y a 10 ans, j’étais responsable accessibilité à la SNCF. J’aimais bien les plaintes c’est ce qui fait bouger les choses

…

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

# Welk wettelijk kader voor een toegankelijke samenleving? Feedback van Franse actoren Brussels Parlement 25/04/2023 - CAWAB

## Inleiding: Mathieu Angelo

* De kwestie van de toegankelijkheid van gebouwen is voor ons essentieel
* Het Franse voorbeeld van de "Loi de 2005" wordt vaak als voorbeeld aangehaald.
* In het Brusselse en Waalse Gewest is dit voorbeeld inspirerend voor de verenigingen.
* Op 9 november 2022 heeft het Brussels Parlement een resolutie aangenomen over de toegankelijkheid van voor het publiek toegankelijke gebouwen uiterlijk in 2033 op[[2]](#footnote-2) : eis van een agenda, een programma en sancties.
* In het Waalse Gewest (WG) wordt gewerkt aan een kadaster van de toegankelijkheid van openbare gebouwen.
* Het was belangrijk de balans op te maken van de uitvoering van de wet van 200 in Frankrijk, vandaar de organisatie van deze bijeenkomst met
* Carole Guéchi, Frans ministerieel gedelegeerde voor toegankelijkheid,
* Nicolas Mérille, APF France handicap
* Thierry Jammes, Fédération des aveugles de France

## Carole Guéchi, Frans ministerieel gedelegeerde voor toegankelijkheid

* De functie ervan hangt af van het ministerie van Ecologische Transitie, dat 6 ministers onder zijn hoede heeft, aangezien het een transversale aangelegenheid is.
* Het actiekader omvat zowel de bebouwde omgeving als de vervoersketen: waar ik woon, hoe ik me verplaats, waar ik werk, waar ik mijn vrije tijd doorbreng.
* Big PPT, zal worden uitgezonden...
* In Frankrijk zijn er 12 miljoen mensen met een handicap, en in dit cijfer zijn invaliderende ziekten en leeftijdsgebonden handicaps niet inbegrepen.
* 80% van de handicaps zijn onzichtbaar. De meest voorkomende handicaps zijn doofheid en blindheid
* 25% van de mensen met een handicap heeft een opleidingsniveau dat gelijk is aan of hoger is dan het BAC. De overgrote meerderheid van de personen met een handicap wil op de reguliere arbeidsmarkt werken.
* Het werkloosheidscijfer voor mensen met een handicap bedraagt 13% vergeleken met 7% voor de algemene bevolking, maar het werkloosheidscijfer voor mensen met een handicap daalt.
* Een kaartsysteem kwalificeert de kwaliteit van de invaliditeitssituatie:
* De "prioritaire" kaart = 1,3 miljoen houders geeft voorrang om wachtrijen te vermijden. Ze wordt toegekend op basis van medische criteria
* De kaart van handicap wordt toegekend aan mensen met een handicap van meer dan 80%.
* De parkeerkaart = 1,8 miljoen houders
* Deze kaarten zijn cumulatief
* De Europese parkeerkaart wordt ook in Frankrijk erkend, maar wordt niet op prijs gesteld omdat hij te frauduleus is . Ze wordt niet veel gebruikt in Frankrijk
* Een groot probleem is dat Frankrijk invaliditeit definieert, maar niet beperkte mobiliteit
* Het begrip persoon met beperkte mobiliteit (PBM) is vager dan het begrip "persoon met een handicap".
* Het bestaat alleen in het internationale en Europese recht, maar het komt beter overeen met de huidige situatie in onze samenleving.
* De belofte is dat "we thuis ouder zullen kunnen worden", maar dit impliceert dat we ons kunnen verplaatsen
* Van 1975 tot 2005: eerste 30 jaar, opbouw van een omvangrijke regelgeving. Verschijning van verschillende beginselen, waaronder toegankelijkheid. Vanaf 1991: definitie van huisvestingsbehoeften, enz.
* De wet van 2005 is gebaseerd op de begrippen non-discriminatie en toegankelijkheid. Zij gaf 10 jaar de tijd om de ruimte toegankelijk te maken voor het publiek, voor de burgers.
* Er was een dynamische wil, maar die is uitgehold. Dit is het probleem van "tijd".
* In 2015 was de pijnlijke constatering dat we niet op tijd waren geweest
* Op het niveau van de wetgeving is er een vermenigvuldiging van codes: deze gaan over fysieke toegankelijkheid, digitale toegankelijkheid... We proberen in elke nieuwe wet de toegankelijkheid te benadrukken.
* Voor gebouwen moet een onderscheid worden gemaakt tussen nieuwe en bestaande gebouwen
* Nieuwe gebouwen: moeten toegankelijk zijn. De huisvestings- en bouwcode staat geen enkele afwijking toe
* Bestaande gebouwen: de toegankelijkheid van het erfgoed moet in de tijd worden gespreid, zodat er afwijkingen mogelijk zijn, waaraan het begrip "gelijkwaardige effectoplossingen" is toegevoegd.
* Er zijn +/- 1,8 miljoen instellingen in Frankrijk die open zijn voor het publiek.
* De afwijkende mogelijkheden zijn: technische onmogelijkheid, duidelijke onevenredigheid (kosten van het werk in verhouding tot het gebruik dat ervan wordt gemaakt), architectonisch behoud (historisch, archeologisch, enz.), mede-eigendom (als een mede-eigenaar weigert, is naleving onmogelijk).
* Gebouwen in de categorie 1ère zijn de gebouwen die het meeste publiek ontvangen: stations, musea, enz.
* Gebouwen van categorie 5ème zijn gebouwen die weinig bezoekers ontvangen: kleine winkels waar de toegankelijkheidseis beperkt kan blijven tot de hoofdruimte.
* Er zijn "alternatieve maatregelen" ingevoerd; zo vergt het toegankelijk maken van de 3000 stations enorme investeringen. Voor niet-toegankelijke stations moet de infrastructuurbeheerder een alternatieve oplossing voorstellen (taxi, ander station...).
* Vanaf 2015 werken we met een "Geprogrammeerde toegankelijkheidsagenda".
* Dit heeft geholpen om de dynamiek nieuw leven in te blazen
* Het is een programmeringsinstrument. Er werd erkend dat de deadline niet was gehaald, dus werd er tijd gegeven aan de spelers, de inrichtingen die publiek ontvangen (ERP) en het vervoer.
* Voor kleine ERP is de nalevingstermijn vastgesteld op 3 jaar.
* Voor zeer grote eigendommen is deze vastgesteld op 9 jaar (grote stations)
* In ruil daarvoor werd de eigenaar beschermd tegen de boetes waarin de wet van 2005 voorziet
* Resultaat:
* Stijging van 3.000 naar 300.000 grote ERP toegankelijke gebouwen tussen 2015 en 2023
* 80% van de ERP gemeentelijke gebouwen heeft een geprogrammeerde toegankelijkheidsovereenkomst ondertekend
* Op het gebied van vervoer is voor de 3.000 SNCF-stations een prioriteitsstelling opgesteld, waarbij rekening is gehouden met de criteria van doorstroming en netwerk. Er zijn 730 stations als prioritair aangemerkt. 70% daarvan is toegankelijk gemaakt, niet alleen qua gebouwen maar ook qua perrons, wat veel civieltechnische werkzaamheden vergde: het was nodig om de hoogte van de perrons te verhogen van 55 cm tot 75 cm, de Europese norm .
* De vraag is "Moeten de geijkte wettelijke regelingen nieuw leven worden ingeblazen of moeten ze met rust worden gelaten? Het antwoord was dat de beheerders verder moeten gaan met het bestaande juridische kader. De naleving van de verbintenissen zal worden gecontroleerd, maar het wordt aan elke actor overgelaten om hulp te vragen en zijn verantwoordelijkheid te nemen.
* Het is belangrijk dat managers begrijpen dat meer toegankelijkheid meer consumenten en dus meer omzet betekent.

## Thierry Jammes, blindenfederatie van Frankrijk

* De Franse blindenfederatie verdedigt universele toegankelijkheid.
* De wet van 2005
* Streeft naar vrijgevigheid
* Het is bedoeld om inclusief te zijn, met aandacht voor alle handicaps: we leven samen, iedereen moet dezelfde mogelijkheden hebben. Personen met beperkte mobiliteit zijn niet beperkt tot rolstoelgebruikers.
* Richt zich in feite tot alle kwetsbare mensen
* Maar in werkelijkheid is er een onevenwicht tussen invaliditeitssituaties:
* De rolstoelen zijn ook zeer gedetailleerd: de draaigebieden worden tot op de millimeter nauwkeurig gecontroleerd.
* Voor blinden en slechtzienden wordt met heel wat aspecten rekening gehouden.
* Er wordt heel weinig gedaan voor doven en personen met een intellectuele handicap...
* Het grote publiek is zich nu bewust van de noodzaak van toegankelijkheid, maar het is nog geen reflex. Het zal nog tijd vergen.
* Ontmoetings- en uitwisselingszones zijn de plaatsen waar zich de meeste problemen voordoen. Dit moet worden gecompenseerd door tactiel-visuele elementen. Anders wordt een deel van de bevolking uitgesloten.
* Een ketting bestaat uit schakels. Zij moeten met elkaar samenwerken. Daarom is het belangrijk een algemene toegankelijkheidscoördinator te hebben
* Doven en slechthorenden zijn over het algemeen niet goed vertegenwoordigd omdat de vergaderingen niet voldoende toegankelijk zijn. Dit komt tot uiting in de regelgeving: de akoestiek is in het beste geval beperkt tot de vergaderzaal. De trappen zijn een echokamer... Deze kwestie moet opnieuw worden bekeken.
* Wanneer apparatuur is geïnstalleerd, moet deze worden onderhouden en gecontroleerd en zo nodig gesanctioneerd
* Digitaal is essentieel voor de toekomst. Er zal rekening moeten worden gehouden met de toegankelijkheid.

## Nicolas Merille, handicapadviseur APF Frankrijk

* Een organisatie met 20.000 leden, waarvan hij zelf werknemer is. Hij vertegenwoordigt APF France handicap voor de belangenbehartiging
* APF France handicap kijkt kritisch naar de toepassing van de wet van 2005
* Het is een "A-politieke" en "A-partij" organisatie.
* De wet van 1975 was doodlopend. Er was slechts één algemene tekst die geen resultaat opleverde
* In 2002 had Jacques Chirac drie prioriteiten, waaronder handicap. Hij was de vader van een kind met een handicap
* 2005-2015 publicatie van vele verordeningen; er was veel hoop...
* In 2007 kwam Sarkozy langs en stelde de inhoud van de wet vier keer ter discussie door afwijkingen in te voeren
* In 2015 zou het resultaat moeten zijn dat gebouwen en vervoer toegankelijk zijn. Tussen 2007 en 2015 hebben we systematisch vragen gesteld, het antwoord was systematisch "maak je geen zorgen".
* In 2012 stelde François Hollande geld beschikbaar om de wetgeving te begeleiden, maar het was te laat en dus was een nieuw kader nodig.
* In totaal loopt Frankrijk 48 jaar achter. De wet van 2005 is een geweldige wet die helemaal niet is uitgevoerd
* Voor nieuwe gebouwen zal het
* Voor bestaande gebouwen is bijna niets gedaan.
* Sinds 2005 is het recht op vervoer verloren gegaan: aanvankelijk moest 100% van de haltes toegankelijk zijn, maar bij de laatste hervorming is slechts 35% van de haltes toegankelijk. Discriminatie is gelegaliseerd. In 2018 zegt Macron: "prioriteit voor personen met een handicap ". Een paar maanden later verlaagt hij de eis van 100% naar 20% voor de bestaande. Dit is rampzalig.
* UNCRPD: in oktober 2018 bezocht de VN-commissaris Frankrijk en publiceerde een venijnig rapport over toegankelijkheid. Naar aanleiding hiervan legden 4 verenigingen de zaak voor aan de Raad van de UE. Resultaat: een maand geleden een unanieme veroordeling ...
* Waarom deze sombere beoordeling?
* Gebrek aan nationale en lokale politieke wil
* Gebrek aan handhavingsmaatregelen
* Geen enkele minister heeft in 18 jaar negatief gecommuniceerd over de uitvoering van de wet. Tegelijkertijd zijn we van 10.000 naar 3.000 verkeersdoden gegaan. Als je een proactief beleid voert, krijg je resultaten.
* Gebrek aan opleiding in alle sectoren, niet alleen bij architecten. Er zijn 118 basisopleidingen die een opleidingsmodule over toegankelijkheid zouden moeten bevatten. Deze bestaan niet.
* Gebrek aan actie door de staat. Voor de staat zijn personen met een handicap nog steeds rolstoelgebruikers, d.w.z. 1% van de bevolking. Over 10 jaar zal een kwart van de bevolking ouder zijn dan 65. Er zijn jaarlijks 700.000 zwangere vrouwen. Reizigers met bagage zijn er 85 miljoen per jaar. Verhuizers en bezorgers hebben er veel baat bij als het gebouw toegankelijk is... Dat is veel meer dan de 1% mensen in een rolstoel!
* Handhaving van een zeer medische visie op handicaps: de mensenrechtencommissaris onderstreepte: "In Frankrijk worden personen met een handicap beschouwd als objecten van de wet en niet als subjecten van de wet".
* Culturele blokkade: mensen met een handicap worden gezien als sociale gevallen
* De laatste 6-8 jaar worden steeds meer individuele bijzonderheden onderkend: zo kunnen veganisten zich laten horen, zijn PMH niet
* De nationale conferentie over handicaps vindt om de drie jaar plaats. Het is een kwestie van informatie, een kwestie van digitale toegankelijkheid.
* Slechts 20% van de administratieve procedures is toegankelijk: gebarentaal, FALC... ontbreken volledig.

## Vragen en antwoorden

Welke sancties?

* Thierry Jammes: Ze kunnen tot 225.000€ gaan voor een gemeenschap. Maar een klacht indienen is erg zwaar. Daarom voerden wij campagne voor automatische sancties.
* Nicolas Merille: We hebben alle prefecten aangeschreven: 1/3 heeft niet geantwoord "dit is niet het moment om de winkeliers lastig te vallen" = het is nooit het juiste moment.
* Carole Guéchi: Tien jaar geleden was ik bij de SNCF verantwoordelijk voor de toegankelijkheid. Ik hield van de klachten, dat is wat er gebeurt.

1. Parlement bruxellois, *Résolution relative à l’accessibilité pour les personnes en situation de handicap des bâtiments ouverts au public en Région de Bruxelles-Capitale*, Session ordinaire, 9/11/2022, <http://weblex.irisnet.be/data/crb/doc/2022-23/146169/images.pdf> [↑](#footnote-ref-1)
2. Brussels Parlement, *Resolutie over de toegankelijkheid voor personen met een handicap van voor het publiek toegankelijke gebouwen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest*, Gewone zitting, 9/11/2022, [http://weblex.irisnet.be/data/crb/doc/2022-23/146169/images.pdf.](http://weblex.irisnet.be/data/crb/doc/2022-23/146169/images.pdf.%20) [↑](#footnote-ref-2)